

RAPPORT DE GESTION

RENDEMENT GLOBAL

Les marchés des capitaux sont demeurés exceptionnellement volatils au cours du troisième trimestre du fait de la hausse généralisée de l'inflation, qui a pesé sur tous les indices. Les fortes augmentations de taux d'intérêt et la fin du long processus de réduction progressive des rachats d'actifs par les banques centrales ont retenu l'attention des investisseurs. En septembre, les actions américaines ont connu leur pire performance mensuelle depuis mars 2020, le S&P 500 et le NASDAQ ayant terminé le trimestre à leur point le plus bas en deux ans. L'indice Russell 2000 des petites capitalisations a plié de 26 % depuis le début de l'année, alors que le S&P 500 et le NASDAQ ont respectivement perdu 25 % et 32 %. Ce n'est qu'à deux reprises depuis 1931 que le rendement du S&P 500 pour les neuf premiers mois de l'année a été plus faible que cette année. Les pertes ont été généralisées et Senvest Capital (« Senvest » ou la « société ») n'a pas été épargnée. Les titres énergétiques sont ceux qui ont été les plus performants durant la première partie de l'année, mais ils ont considérablement perdu du terrain depuis, les prix de l'énergie ayant baissé. Au troisième trimestre, le pétrole brut West Texas Intermediate (« WTI ») a baissé de 17 %.

La Fed a relevé les taux à un rythme et à des niveaux sans précédent, et les membres de l'institution ont donné encore plus de poids à leurs actions en signifiant publiquement leur intention de faire plier l'inflation. Le président Powell a déclaré que les taux allaient être augmentés même si les ménages et les entreprises allaient quelque peu en souffrir. Le gouverneur Mester a ajouté qu'une récession n'arrêterait pas la Fed dans sa lancée. Ces mesures énergiques semblent fonctionner, car les anticipations d'inflation à long terme demeurent stables. Les points morts d'inflation obtenus en fonction du rendement réel et du rendement nominal des obligations du Trésor à 10 ans ont oscillé autour de 2,5 % au cours des derniers mois, en baisse par rapport à 3 % plus tôt dans l'année. L'inflation semble avoir atteint un sommet et nous espérons qu'elle diminuera au cours des deux ou trois prochains trimestres.

Les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement sont demeurées très problématiques au troisième trimestre, l'offre restreinte, les difficultés logistiques et la politique zéro COVID de la Chine ayant aggravé les retards de livraison des biens. Par exemple, Applied Materials a dû suspendre la livraison de systèmes à ses clients au dernier trimestre, car une seule petite composante était en rupture de stock. Cette situation était chose courante en 2022, car trop souvent, des composantes spécialisées et non essentielles étaient difficiles à se procurer, ce qui a incité les sociétés à les acheter auprès de petits fournisseurs, à prix fort. Les ventes d'appareils électroniques étaient encore en berne après l'engouement de la pandémie, la demande pour les ordinateurs personnels, les téléphones intelligents, les consoles de jeux vidéo et les téléviseurs ayant chuté. Ce qu'on espérait n'être qu'une courte correction causée par le niveau des stocks s'est transformé en un ralentissement économique généralisé, les fortes hausses de taux d'intérêt ayant eu des conséquences sur des secteurs comme l'immobilier et l'automobile. Au cours du mois dernier, Nvidia, AMD et Intel ont revu leurs prévisions à la baisse en raison de la faiblesse dans les secteurs mentionnés précédemment. Les activités pourraient ralentir davantage dans les secteurs de l'industrie, des services aux entreprises et de l'infonuagique à grande échelle, les craintes de récession s'étant accrues et les organisations ayant adopté une politique d'austérité. En effet, compte tenu du nombre accru d'indicateurs de ralentissement de la demande et des difficultés croissantes découlant de l'effet du change, on peut s'attendre à ce que les sociétés réduisent leurs dépenses en technologies (logiciels, services et transmission de données) au deuxième semestre de 2022. Bien que les sociétés aient bénéficié de leurs dépenses en migration et services infonuagiques pendant la pandémie, les longs délais pour conclure des transactions, la faiblesse prolongée

en Europe et les inquiétudes générales quant à la situation macroéconomique ont incité les sociétés à ralentir leurs dépenses dans ces technologies, ce qui finira par peser sur les perspectives de croissance liée à ce type de dépenses. Cependant, malgré ces obstacles économiques à court terme, nous demeurons optimistes quant au secteur des technologies d'un point de vue structurel, car celui-ci est de plus en plus présent dans toutes les sphères de l'économie mondiale.

Senvest a enregistré une perte nette attribuable aux actionnaires ordinaires de (118,5) M\$ ou (47,72) \$ par action ordinaire (montant de base et dilué) pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2022. En comparaison, le troisième trimestre de 2021 s'était soldé par un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de (51,2) M\$ ou (19,27) \$ par action ordinaire (montant de base et dilué). Pour le trimestre considéré, le dollar américain s'est apprécié par rapport au dollar canadien, et il en est résulté un gain de change d'environ 97,6 M\$. Ce montant n'est pas présenté dans l'état du résultat net de la société, mais plutôt dans l'état du résultat global. En conséquence, le résultat global attribuable aux actionnaires ordinaires s'est établi à (20,9) M\$ pour le trimestre.

Le bénéfice lié aux placements en actions de la société explique la majeure partie des résultats. La variation nette des placements en actions et autres titres, y compris les titres vendus à découvert et les passifs dérivés, a totalisé (278,4) M\$ pour le trimestre, contre (102,3) M\$ pour l'exercice 2021.

Paramount Resources (POU), Capri Holdings (CPRI), Marriott Vacations (VAC), Tower Semiconductors (TSEM), Arc Resources (ARX), QuidelOrtho (QDEL) et eBay (EBAY) comptaient parmi nos plus importantes positions au 30 septembre 2022. (Quand la société fait référence à son portefeuille de placements, il est question de l'ensemble de son portefeuille, y compris les placements dans les fonds dont les comptes sont consolidés avec les comptes de la société.) POU, QDEL, Verint Systems (VRNT) et EBAY sont les titres qui sont arrivés en queue de peloton ce trimestre. BTRS Holdings (BTRS) et Ping Identity Holdings (PING), deux sociétés ayant reçu des offres d'achat, ont été les titres les plus rentables.

POU a perdu 19,77 % sur le trimestre et a été battu par le XEG (-5,36 %), indice de référence des FNB des sociétés canadiennes d'exploration et de production. Le contexte s'est détérioré pour le pétrole brut au cours du trimestre en raison des inquiétudes concernant une récession, les prix des contrats à terme groupés pour 2023 sur le West Texas Intermediate (« WTI ») ayant diminué de 16,53 %, à 72 \$ le baril. Cela dit, la demande de l'Europe pour les importations a continué de soutenir le gaz naturel, les prix pour 2023 au carrefour Henry ayant augmenté de 13,32 %, à 5,18 \$ le million de BTU.

Les résultats décevants de POU sont principalement attribuables aux bénéfices plus faibles que prévu au deuxième trimestre de 2022 et à la baisse des prévisions des flux de trésorerie disponibles du prochain exercice. Les délais d'exécution liés aux infrastructures intermédiaires plus longs qu'anticipés et les pannes imprévues dans les usines de traitement du gaz naturel ont entraîné une diminution d'environ 6 000 bep/j du volume trimestriel des ventes. S'il n'y avait pas eu ces pannes, la production de POU aurait été supérieure de 3 % aux estimations consensuelles. POU a depuis remédié à la situation et elle a atteint un niveau record de production à la fin de juillet, soit plus de 100 000 bep/j. Elle a même relevé ses prévisions de production pour le deuxième semestre de 2022 de 1 000 bep/j. La société a baissé ses prévisions de flux de trésorerie disponibles pour 2022 d'environ 110 M\$, principalement en raison d'une augmentation de 80 M\$ des dépenses d'investissement. La majeure partie de cette augmentation est due à l'inflation. De plus, bien qu'elle ait abaissé ses prévisions de flux de trésorerie disponibles pour 2023 d'environ 95 M\$, la hausse attendue des prix compense l'augmentation des dépenses d'investissement de 115 M\$.

La société a également annoncé l'achat de 90 000 acres nettes dans la zone Duvernay de la région Willesden Green pour 68,5 M\$. C'est sa deuxième acquisition dans cette région en 2022 et elle détient maintenant près de 250 000 acres nettes. Sa production potentielle à Willesden Green est de 50 000 à 60 000 bep/j, ce qui équivaut à ses deux développements phares combinés, Karr et Wapiti. Bref, POU a désormais les stocks pour assurer la croissance de sa production pendant les quatre à cinq prochaines années, stocks achetés à un prix qui équivaut trois fois les flux de trésorerie et dont l'achat a été financé par la vente d'infrastructures non essentielles. Il va sans dire que nous croyons que cette transaction sera très bénéfique à long terme.

QDEL a fléchi de 26,45 % au troisième trimestre. La société a publié ses résultats trimestriels pour la première fois en tant qu'entité combinée depuis sa fusion avec Ortho Clinical Diagnostics, mais n'a tenu compte des activités d'Ortho que pour un seul mois, ce qui a compliqué la publication des résultats. La direction a annoncé des prévisions pour le deuxième semestre de 2022, qui, bien que conformes aux attentes consensuelles quant au chiffre d'affaires, laissent présager de faibles marges du BAIIA. Cette baisse des marges a suscité de l'inquiétude chez les investisseurs qui anticipent le maintien de cette tendance jusqu'en 2023. Par ailleurs, la société a annoncé que le lancement tant attendu de son instrument de diagnostic moléculaire rapide était retardé. Ces facteurs, conjugués au scepticisme persistant quant à la logique derrière sa fusion et à la durabilité de ses revenus liés à la COVID-19, ont contribué à faire faiblir l'action. Après la fin du trimestre, la société a annoncé en avance des revenus de 782 M\$ à 785 M\$ pour le troisième trimestre, ce qui est supérieur au consensus de 130 M\$, principalement du fait des ventes au détail et des ventes au gouvernement de tests de dépistage de la COVID-19, supérieures aux attentes. Bien que les investisseurs soient restés indifférents aux chiffres des ventes de tests au gouvernement, nous nous attendons à ce que tout flux de trésorerie supplémentaire généré par ces contrats soit affecté au remboursement de la dette et au rachat d'actions, ce qui finira par être pris en compte dans les valorisations de la société. De plus, nous pensons que les tests QuickVue, destinés à la vente au détail, et les tests antigéniques Sofia, administrés au point de service, généreront des bénéfices plus durables que les estimations consensuelles, et que les tests Sofia qui combinent la grippe et la COVID-19 devraient aussi surpasser les attentes, ce qui améliorera les marges.

VRNT a perdu 20,71 % au troisième trimestre, après avoir revu ses prévisions de bénéfices à la baisse, en raison de l'effet de la fluctuation du change plus important que prévu sur ses transactions libellées en euro. Cette société se consacre exclusivement aux logiciels de gestion de la relation avec les clients, qui permettent aux sociétés d'automatiser leurs fonctions de service à la clientèle, de recueillir des données et de les analyser au moyen de l'intelligence artificielle. VRNT est mieux connue pour ses applications infonuagiques destinées aux centres d'appels, qui permettent d'analyser les données sur les interactions avec les clients (courriels, clavardages, appels, historique d'achat en ligne) pour donner aux sociétés un portrait détaillé de ces interactions. La société a également entamé sa transition vers un nouveau modèle d'affaires. Elle a abandonné le modèle des licences perpétuelles qui freinait ses bénéfices à court terme pour adopter une plateforme infonuagique SaaS. Dans la plus récente publication de ses résultats, pour le trimestre clos en juillet, VRNT a annoncé avoir enregistré une croissance globale de 4 % en glissement annuel, ce qui est légèrement inférieur aux attentes, en raison des répercussions négatives du change qui se chiffrent à 5 M\$, 20 % de ses bénéfices étant générés en Europe. La demande pour ses solutions infonuagiques demeure solide et la société s'attend toujours à réaliser une croissance de plus de 30 % en glissement annuel pour les deux prochains exercices, ses services infonuagiques représentant environ deux tiers de l'ensemble de ses activités. Malgré des résultats décevants, VRNT a réitéré qu'elle prévoit pour cet exercice une croissance de 30 % à 40 % des commandes pour ses services infonuagiques, ce qui sera déterminant pour que le pourcentage de ses revenus récurrents atteigne environ 90 % au cours des prochaines périodes.

BTRS, fournisseur de logiciel de gestion de comptes débiteurs interentreprises, a progressé de 85,94 % sur le trimestre après avoir publié de solides bénéfices au deuxième trimestre de 2022 et accepté l'offre d'acquisition d'EQT Private Equity pour 9,50 \$ l'action. La gamme de solutions de BTRS aide les sociétés à faire entrer leurs comptes débiteurs dans l'ère numérique, en automatisant l'envoi des factures, le recouvrement des paiements en retard, l'octroi de crédits et la réception des paiements. Semblables au service de collecte de valeurs par boîte postale (la banque traite les chèques papier envoyés par les clients et les dépose dans le compte bancaire de l'entreprise), les services numériques de BTRS permettent d'éviter les frictions associées aux paiements par carte de crédit entre entreprises. BTRS génère des revenus récurrents de ses logiciels, mais aussi des revenus variables sur les paiements reçus.

PING, spécialisée dans la cybersécurité axée sur l'identité, a gagné 54,74 % au cours du troisième trimestre de 2022, la société ayant accepté l'offre d'achat de Thoma Bravo, fonds de capital-investissement, pour 28,50 \$ l'action, ce qui représente un multiple valeur de l'entreprise/revenu de 7,5x les revenus de 2022. PING est un placement relativement récent, et la société exerce dans un segment du marché de la cybersécurité connu sous le nom de gestion des identités et des accès. La taille de ce secteur est évaluée à plus de 50 G\$ et son taux de croissance composé se situe autour de 15 %. PING a comme concurrents des sociétés comme Okta, CA, IBM et Microsoft. Nous avons été attirés par PING en raison de sa valorisation par rapport à celle des autres sociétés de cybersécurité et de l'accélération de ses revenus récurrents annuels, qui a dépassé 20 % en glissement annuel pendant plusieurs trimestres. De plus, cette société a délaissé son modèle d'affaires reposant sur les logiciels à licences locales pour passer au modèle du logiciel-service (SaaS). Pour son plus récent trimestre, PING a réalisé une croissance des revenus SaaS d'environ 70 % en glissement annuel, ce qui représente autour du tiers de ses revenus récurrents annuels.

Le fonds Senvest Master (Fonds Senvest Partners), qui se concentre avant tout sur les sociétés à petite et à moyenne capitalisation, a enregistré un rendement de (9,7 %), déduction faite des frais, pour le troisième trimestre et de (31,3 %) pour l'exercice à ce jour. L'essentiel du portefeuille en position acheteur étant investi en actions de sociétés à petite et à moyenne capitalisation, la performance du fonds a été inférieure à celle de son indice de référence le plus pertinent, l'indice Russell 2000, pour le trimestre et l'exercice à ce jour. Par ailleurs, le fonds a également réalisé un rendement inférieur à celui de l'indice S&P 500 pour le trimestre et pour l'exercice à ce jour, bien que cet indice ne soit pas considéré comme un indice de référence pertinent du fonds. Le fonds a émis une catégorie d'actions destinée aux investisseurs institutionnels. Accessibles moyennant un placement minimal de 75 M\$ US, ces actions apportent un élément de durée, ce qui améliore la stabilité de son capital et l'aide à investir sur le long terme pour dégager des bénéfices, dans l'intérêt de ses partenaires. Les fonds propres de Senvest sont assujettis aux mêmes règles de liquidité que la catégorie d'actions destinée aux investisseurs institutionnels. En raison de la progression de ce fonds au cours de 2020 et 2021, il y a eu des rachats importants au cours des deux exercices précédents, car certains investisseurs cherchaient à « encaisser » une partie de leurs gains.

Le fonds Senvest Technology Partners (auparavant, « fonds Senvest Israel Partners »), établi en 2003, investit principalement dans des sociétés liées à Israël. En 2019, le fonds Senvest Israel Partners a élargi son mandat géographique pour se concentrer sur les placements technologiques du monde entier. Afin de mieux refléter le nouveau caractère mondial de ses placements technologiques, le fonds Senvest Israel Partners a modifié son nom, qui est désormais Senvest Technology Partners. Après quinze ans d'investissement dans le secteur des technologies en Israël, le fonds a ouvert son portefeuille aux placements technologiques du monde entier. Le fonds Senvest Technology Partners conserve la même philosophie de placement et continue de mettre à profit sa diligence et sa compréhension des marchés technologiques et finaux du monde entier. Le fonds a enregistré un rendement de (6,2 %), déduction faite des frais, pour le troisième trimestre et de (35,3 %) pour l'exercice à ce jour (les résultats mensuels des deux fonds sont affichés sur le site Web de la société). Les comptes de ces deux fonds sont consolidés avec ceux de la société.

La société détient un portefeuille de biens immobiliers au 30 septembre 2022. Une partie de ce portefeuille représente des placements détenus dans différentes FPI et sociétés en commandite américaines. Ces FPI et sociétés en commandite ne sont pas négociées en bourse, et il n'existe aucun marché établi pour celles-ci. Le scénario de sortie le plus probable pour ces placements est la vente des biens immobiliers sous-jacents des FPI et sociétés en commandite et la distribution du produit de la vente aux porteurs. La société détient également des participations minoritaires dans des entités à capital fermé dont les principaux actifs sont des biens immobiliers. Comme pour les FPI et les sociétés en commandite, le scénario de sortie le plus probable pour ces placements est la vente des biens immobiliers sous-jacents.

La société détient également des immeubles de placement constitués de terrains et de bâtiments, à savoir des unités d'entreposage libre-service à Madrid, en Espagne. Les immeubles de placement sont initialement évalués au coût, incluant les coûts de transactions. Après leur comptabilisation initiale, les immeubles de placement ont été réévalués à la juste valeur selon le modèle de la juste valeur. La juste valeur repose sur les évaluations externes de tiers évaluateurs. Les profits ou pertes découlant des variations de la juste valeur des immeubles de placement sont inclus dans le résultat net de la société.

La société consolide Senvest Management LLC (« SML »), entité qui agit à titre de gestionnaire de portefeuille pour Senvest Partners et Senvest Technology Partners, ainsi que pour les commandités des fonds. La part des rendements résiduels prévus des entités structurées qui ne revient pas à la société est présentée à l'état de la situation financière à titre de participation ne donnant pas le contrôle. Cette participation ne donnant pas le contrôle est détenue par un dirigeant de la société et totalisait 11 M\$ au 30 septembre 2022 et au 31 décembre 2021.

Au 30 septembre 2022, l'actif consolidé de Senvest totalisait 5 039,5 M\$, contre 6 563,9 M\$ à la fin de 2021. La valeur des placements en actions et autres titres a totalisé 4 602,3 M\$, par rapport à 6 272,8 M\$ en décembre 2021. La société a acheté pour 3 580,4 M\$ de placements au cours de la période et en a vendu pour 3 972,6 M\$. Le passif de la société a diminué à 3 592,8 M\$ pour le trimestre, contre 4 748,2 M\$ en 2021. Cet écart d'une période à l'autre s'explique principalement par l'importante diminution du passif au titre des parts rachetables. Le produit de la vente à découvert de titres s'est établi à 6 036,5 M\$, et le montant des positions vendeur couvertes a atteint 6 211,8 M\$ pour la période. Au total, les montants des opérations sont supérieurs aux montants de la période correspondante de l'exercice précédent.

Monnaie fonctionnelle

Les éléments des états financiers de chacune des entités de la société sont évalués dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). La monnaie fonctionnelle de la société mère est le dollar américain.

Monnaie de présentation

La société a adopté comme monnaie de présentation le dollar canadien, qui est, de l'avis de la direction, la monnaie de présentation la plus appropriée. Par le passé, les états financiers consolidés de la société étaient présentés en dollars canadiens et, comme la société est cotée sur une bourse de valeurs canadienne, la direction estime qu'il est plus utile pour les actionnaires que les états financiers consolidés continuent d'être publiés en dollars canadiens. Les états financiers consolidés en dollars américains sont convertis dans la monnaie de présentation comme suit : les actifs et passifs sont convertis au cours de clôture à la date de l'état consolidé de la situation financière; les produits et charges sont convertis au taux moyen de la période. Toutes les variations découlant de la conversion sont comptabilisées à titre d'écarts de conversion dans les autres éléments du résultat global. Les éléments de capitaux propres sont convertis au taux historique.

Risques

Facteurs de risques financiers

Les activités de la société l'exposent à divers risques financiers, à savoir le risque de marché (y compris le risque de taux d'intérêt lié à la juste valeur, le risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie, le risque de change et le risque de prix sur titres de capitaux propres), le risque de crédit et le risque de liquidité.

Le programme global de gestion des risques de la société vise à maximiser les rendements en fonction du niveau de risque auquel la société est exposée et à réduire au minimum les effets défavorables potentiels sur sa performance financière. La direction gère ces risques conformément aux politiques en la matière approuvées par le conseil.

La société utilise différentes méthodes pour évaluer et gérer les divers types de risques auxquels elle est exposée. Ces méthodes sont expliquées ci-dessous.

Risque de marché

Risque de taux d'intérêt lié à la juste valeur et aux flux de trésorerie

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

La majeure partie des emprunts de la société repose sur des taux variables, lesquels exposent la société à un risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie. La société n'a pas de flux de trésorerie à long terme pouvant être affectés à ce type de dette à taux fixe; elle préfère donc utiliser des emprunts à taux variable à court terme. La société ne limite pas son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt sur les instruments d'emprunt à taux variable. Si les taux d'intérêt augmentaient en flèche, la société pourrait avoir recours à des swaps de taux d'intérêt ou, plus probablement, réduire son niveau d'endettement. Au 30 septembre 2022, la société détenait suffisamment d'actions de sociétés ouvertes qu'elle peut vendre pour rembourser en totalité ses emprunts à taux variable.

Risque de change

Le risque de change s'entend du risque que la valeur des actifs et des passifs financiers monétaires libellés en monnaies étrangères fluctue en raison des variations des taux de change sous-jacents. La monnaie fonctionnelle de la société est le dollar américain. La société est exposée au risque de fluctuations des cours du dollar canadien, de la livre sterling, de l'euro et du shekel israélien.

Risque de prix sur titres de capitaux propres

Le risque de prix sur titres de capitaux propres s'entend du risque que la juste valeur des placements en actions et autres titres ainsi que celle des titres vendus à découvert et des dérivés fluctue en raison des variations des cours de marché de ces placements. La valeur de la majeure partie des actions et autres titres et de la totalité des titres vendus à découvert est fondée sur les cours du marché à la date de l'état consolidé de la situation financière. Les variations du prix du marché des titres cotés et des dérivés peuvent être liées à un changement des perspectives financières des entités émettrices ou à la situation générale du marché. Lorsque des instruments financiers non monétaires, par exemple des actions, sont libellés dans des monnaies autres que le dollar américain, le prix, initialement exprimé dans une monnaie étrangère et converti ensuite en dollars américains, fluctue également au gré des variations des taux de change.

Les titres vendus à découvert sont des engagements de la société à livrer des titres donnés à une date ultérieure. La société doit alors acheter ces titres au cours du marché en vigueur à la date de livraison. Il en résulte le risque que le montant payé par la société pour s'acquitter de son obligation de livrer un titre soit supérieur au montant reçu lors de la prise de l'engagement ou au montant de l'obligation comptabilisé dans les états financiers consolidés. De plus, la société est partie à des instruments financiers dérivés dont le notionnel excède la juste valeur comptabilisée dans les états financiers. Il en résulte un risque que la société soit tenue de régler ces instruments à une valeur supérieure ou inférieure au montant auquel ils sont comptabilisés dans les états financiers.

Les placements en actions et autres titres de la société comportent un risque de baisse limité à leur valeur comptable, tandis que le risque lié aux actions vendues à découvert et aux dérivés est illimité. La société est soumise à des marges obligatoires qui la protègent contre la variabilité des risques liés aux titres vendus à découvert et aux dérivés. La société surveille étroitement ses placements en actions et autres titres et ses titres vendus à découvert et ses dérivés.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'entend du risque que la société éprouve des difficultés à honorer ses obligations financières. Les actifs les plus importants de la société sont les placements en actions et autres titres, dont l'essentiel est composé de placements en actions de sociétés ouvertes, qui peuvent être liquidés dans un délai relativement court. Étant donné que la société détient une grande quantité d'actifs liquides, elle est d'avis qu'elle dispose de ressources suffisantes pour honorer ses obligations à l'échéance.

Tous les passifs financiers autres que les titres vendus à découvert, les passifs dérivés, le passif au titre des parts rachetables et certains autres montants à payer à la date de l'état consolidé de la situation financière viennent à échéance ou devraient être remboursés à moins de un an. Le risque de liquidité lié à ces passifs est géré en conservant un portefeuille d'actifs de placement liquides.

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend du risque qu'une partie ne parvienne pas à s'acquitter de ses obligations contractuelles et qu'elle occasionne une perte pour la société.

Toutes les transactions sur titres cotés sont réglées ou payées au moment de la livraison par des courtiers approuvés. Le risque de défaillance est considéré comme minimal, car la livraison des titres vendus ne se fait qu'une fois le paiement reçu par le courtier. Un achat est payé lorsque les titres ont été reçus par le courtier. La transaction échoue si l'une ou l'autre des parties manque à ses obligations.

La société est également exposée au risque de crédit lié à la contrepartie sur sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie, ses placements à court terme soumis à restrictions et les montants à recevoir de courtiers.

La société acquiert, à l'occasion, des instruments financiers dérivés, principalement des bons de souscription et des options d'achat ou de vente sur actions, sur indices boursiers et sur devises, des swaps sur actions, des contrats de change à terme et des contrats à terme sur devises. Ces instruments dérivés sont comptabilisés à la valeur du marché. Il est présumé que les contrats à terme normalisés et certaines options qui sont négociés en bourse ne comportent aucun risque de crédit. Les bons de souscription et certaines options qui ne sont pas négociés en bourse confèrent à la société le droit d'acheter les actions sous-jacentes à un prix préétabli. Les swaps sur actions représentent des flux de trésorerie futurs que la société et ses contreparties conviennent d'échanger à des dates établies dans le futur. Les contrats de change à terme de gré à gré sont des contrats d'achat ou de vente de monnaies étrangères à un prix spécifié à une date future.

Gestion du risque de capital

L'objectif visé par la société dans la gestion du capital est le maintien d'une structure du capital solide et adaptée à la nature de ses activités. La société considère que son capital correspond au total de ses capitaux propres et gère sa structure du capital en fonction de l'évolution de la conjoncture économique. Pour maintenir ou ajuster la structure de son capital, la société procède à des offres publiques de rachat dans le cours normal de ses activités ou modifie le montant des dividendes versés. La société gère son capital en se fondant sur son ratio passif net/capitaux propres. Celui-ci se présente comme suit (en millions):

	30 septembre 2022	31 décembre 2021
Total du passif net	3 369,7 \$	4 678,9 \$
Total du capital-actions	1 446,7 \$	1 815,7 \$
Ratio passif net/capitaux propres	2,33	2,58

Par le passé, l'objectif de la société était de maintenir un ratio capitaux empruntés/capitaux propres inférieur à 3,0. La société estime que le maintien de ce ratio dans cette limite est le meilleur moyen de surveiller le risque. Le ratio capitaux empruntés/capitaux propres de la société s'établissait à 2,33 à la fin de septembre 2022, comparativement à 2,58 à la fin de 2021.

Risques liés aux placements

Outre ce qui a été mentionné précédemment, la société est assujettie à des risques supplémentaires en ce qui a trait à ses placements.

La valeur du portefeuille de la société peut diminuer et augmenter en raison de divers facteurs, comme la conjoncture économique générale et des facteurs liés au marché. Il se peut en outre que les décisions de placement prises par la société ne soient pas toujours rentables ou ne s'avèrent pas toujours judicieuses en définitive. Les stratégies de placement peuvent en tout temps entraîner des pertes importantes. Ces pertes peuvent être attribuables à divers facteurs, entre autres une baisse généralisée sur le marché sous-jacent, un manque de liquidité sur les marchés sous-jacents, la volatilité excessive d'un marché donné, une intervention du gouvernement ou les politiques monétaires et/ou budgétaires d'une région ou d'un pays donné. La rentabilité d'une bonne part des placements de la société dépend en outre dans une large mesure de la capacité de la société de prévoir correctement les variations futures des cours des titres et d'autres placements. Rien ne garantit que la société sera en mesure de prévoir ces variations des cours avec exactitude.

La stratégie de placement de la société est de nature spéculative et comporte des risques. La société négocie des options et d'autres dérivés, et elle a recours à la vente à découvert et à l'endettement. Le portefeuille n'est pas nécessairement réparti entre un vaste éventail d'émetteurs ou de secteurs d'activité. De plus, la société peut prendre des positions concentrées dans les titres à l'égard desquels elle a de fortes convictions, investir dans des titres à haut rendement ou investir sur des marchés étrangers, à l'extérieur des États-Unis et du Canada. Le portefeuille de placements peut donc être exposé à des fluctuations de valeur plus rapides que si la société était tenue de maintenir une grande diversification de son portefeuille entre plusieurs secteurs d'activité, domaines, types de titres et émetteurs.

La société peut investir dans les titres de sociétés à forte croissance. Plus particulièrement, la société peut détenir des placements importants dans de petites et moyennes entreprises dont la capitalisation boursière est de moins de 2 G\$ US. Bien que les sociétés de plus petite taille puissent afficher un potentiel de croissance rapide, elles présentent souvent une plus grande part de risque, car elles n'offrent pas l'expérience en matière de gestion, les ressources financières, la diversification des produits et les atouts concurrentiels des sociétés de plus grande taille. Ces facteurs font en sorte que les sociétés de plus petite taille sont beaucoup plus susceptibles que les grandes sociétés de connaître sur le plan opérationnel et financier des revers importants qui menacent leur viabilité à court et à long terme. En outre, dans de nombreux cas, la fréquence et le volume des transactions portant sur les titres de ces sociétés sont beaucoup moins élevés que ceux des sociétés de plus grande taille. Il en ressort que les titres des sociétés de plus petite taille peuvent être exposés à des fluctuations des cours plus importantes et qu'il peut être difficile de se départir des placements dans ces titres à des cours appropriés, ou sans encourir de délais importants. Par ailleurs, une partie du portefeuille peut être investie dans des sociétés des secteurs de la technologie ou liées à la technologie et du secteur biotechnologique. Ces types de sociétés peuvent consacrer des montants plus élevés que la normale à la recherche et au développement de produits. Les cours des titres de ces sociétés peuvent connaître des fluctuations plus grandes que la moyenne du fait des perceptions quant aux perspectives de réussite de leurs programmes de recherche et de développement. Ces sociétés peuvent également être exposées à des conséquences défavorables dans l'éventualité où un ou plusieurs de leurs nouveaux produits ne sont pas acceptés sur le plan commercial ou du fait de changements technologiques ou de l'obsolescence. L'historique d'exploitation de certaines de ces sociétés peut être limité, si bien que leurs marchés demeurent encore inexplorés ou limités, que leurs produits sont restreints, qu'elles ne disposent pas d'antécédents de rentabilité établis, qu'elles fonctionnent à perte ou affichent des variations importantes des résultats d'exploitation d'une période à l'autre, qu'elles ont un accès limité à des capitaux et/ou qu'elles se trouvent à la phase du développement de leurs activités.

La société tente de gérer les risques susmentionnés en surveillant son levier financier, en suivant activement les activités des sociétés dans lesquelles elle investit et en tentant de réagir judicieusement aux conditions du marché. Cela dit, la société s'attend à un degré plus élevé de volatilité pour son portefeuille que pour les portefeuilles investis dans des sociétés plus stables de plus grande envergure dont les placements obéissent à des limites plus précises. Au 30 septembre 2022, environ 87 % du portefeuille de la société était investi en titres de niveau 1. La société surveille le pourcentage de ses titres de niveau 1 par rapport au total de ses placements, mais elle n'a pas établi de seuil en deçà duquel ce pourcentage ne peut descendre.

Risques liés aux changements climatiques

Les risques liés aux changements climatiques s'entendent des risques physiques et des risques de transition associés aux changements climatiques pouvant avoir des répercussions importantes sur les collectivités et l'économie. Bien que l'exposition directe des activités de la société aux risques liés aux changements climatiques soit relativement faible, la société pourrait subir indirectement les effets de ces risques par l'intermédiaire des actions et des autres actifs dans lesquels elle investit.

Le portefeuille de placements de la société pourrait subir les conséquences directes d'événements météorologiques extrêmes plus fréquents et plus intenses qu'avant, ainsi que les conséquences indirectes d'interruptions connexes de la chaîne d'approvisionnement. L'exposition du portefeuille de placements de la société aux risques liés aux changements climatiques découle aussi de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, transition qui pourrait accentuer les risques liés à la réputation, aux marchés, à la réglementation, aux politiques, aux questions juridiques et à la technologie. Les placements actuels du portefeuille dans des secteurs à fortes émissions de carbone et sur des marchés qui dépendent de ces secteurs pourraient être davantage exposés aux

risques de transition en raison de changements marqués des perceptions et préférences des clients, du coût croissant des émissions de carbone et de la concurrence provenant des énergies renouvelables.

Estimations et jugements comptables critiques

La société fait des estimations et pose des hypothèses à l'égard d'événements futurs, lesquelles, par définition, correspondent rarement aux résultats réels. Les estimations posées par la direction qui ont l'incidence la plus significative sur les états financiers consolidés de la société sont indiquées ci-après. Il existe un risque important que ces estimations donnent lieu à des ajustements significatifs des valeurs comptables des actifs et des passifs au cours du prochain exercice.

Consolidation d'entités dans lesquelles la société détient moins de 50 % des droits de vote

La direction estime que la société exerce un contrôle de fait sur Senvest Management L.L.C. (« RIMA »), RIMA Senvest Master Fund GP, L.L.C. et Senvest Technology Partners GP, L.L.C., trois entités juridiques entièrement détenues par un dirigeant de la société, du fait de sa présence au sein du conseil de celle-ci et des modalités de l'entente de conseil en placement conclue avec celle-ci. RIMA agit à titre de conseillère en placement des fonds, tandis que RIMA Senvest Master Fund GP, L.L.C. agit à titre de commandité de Senvest Master Fund LP et Senvest Technology Partners GP LLC agit à titre de commandité de Senvest Technology Partners Master Fund LP. En guise de rémunération pour son travail de sous-conseiller, la société a le droit de recevoir 60 % des frais de gestion de RIMA et des incitatifs gagnés par les commandités pour chaque exercice.

La direction estime que la société contrôle Senvest Master Fund LP, Senvest Technology Partners Master Fund LP et Senvest Cyprus Recovery Investment Partners LP, même si elle détient moins de 50 % des droits de vote de chacun des fonds. La société a établi que les droits de révocation des porteurs de parts non affiliés peuvent être exercés, mais qu'ils n'ont pas suffisamment d'importance compte tenu du pouvoir décisionnel de la société à l'égard des activités pertinentes, de la rémunération à laquelle elle a droit et de son exposition aux rendements. La société, par l'intermédiaire de son entité structurée, est le porteur de parts majoritaire de chacun des fonds et agit à titre de mandant, les autres porteurs de parts n'ayant pas constitué de groupe pour exercer leurs droits de vote collectivement.

Estimation de la juste valeur des immeubles de placement

La société a adopté le modèle d'évaluation de la juste valeur pour évaluer ses immeubles de placement. La juste valeur des immeubles de placement est déterminée par des évaluateurs externes indépendants exerçant leurs activités dans la région où se trouvent les immeubles concernés. Les données utilisées dans les modèles d'évaluation des immeubles sont fondées sur des hypothèses appropriées qui tiennent compte du type d'immeuble et de son emplacement. La direction passe en revue les hypothèses formulées et les modèles utilisés pour s'assurer qu'ils cadrent avec leurs attentes et leur compréhension du marché. Des changements apportés aux hypothèses concernant ces facteurs pourraient avoir une incidence sur la juste valeur présentée des instruments financiers.

Estimation de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers lorsqu'il n'existe pas de marché actif ou lorsque des prix cotés ne sont pas disponibles est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation. En pareils cas, la juste valeur est estimée à partir des données observables concernant des instruments financiers similaires ou par l'utilisation de modèles. Lorsque des données de marché observables ne sont pas disponibles, la juste valeur est estimée d'après des hypothèses appropriées. Dans la mesure du possible, les modèles n'utilisent que des données de marché

observables; toutefois, des facteurs comme le risque de crédit (tant le risque de crédit propre à la société que le risque de crédit de la contrepartie), la volatilité et la corrélation exigent que la direction fasse des estimations. Des changements apportés aux hypothèses concernant ces facteurs pourraient avoir une incidence sur la juste valeur présentée des instruments financiers.

Instruments financiers classés au niveau 1

La juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers négociés sur des marchés actifs est fondée sur les cours de clôture à la date de clôture. Les cours sur un marché pour les actifs financiers et les passifs financiers détenus par la société correspondent au cours de clôture. Les placements classés au niveau 1 comprennent les titres de capitaux propres cotés sur un marché actif et les dérivés négociés sur un marché boursier. Les actifs financiers classés au niveau 1 représentent environ 87 % du total des actifs financiers.

Instruments financiers classés au niveau 2

Les instruments financiers classés au niveau 2 sont négociés sur des marchés qui ne sont pas considérés comme actifs, mais évalués en fonction des cours du marché ou des cotes fournies par des courtiers ou au moyen de techniques d'évaluation qui utilisent des données de marché. Ces techniques d'évaluation maximisent l'utilisation de données de marché observables disponibles et s'appuient le moins possible sur des estimations propres à l'entité. Si toutes les données importantes requises pour déterminer la juste valeur d'un instrument sont observables, l'instrument est inclus au niveau 2. Ces instruments comprennent les obligations de sociétés, les actions cotées peu négociées, les instruments dérivés négociés hors bourse et les actions de sociétés fermées.

La société utilise diverses méthodes et pose des hypothèses qui sont fondées sur les conditions du marché existantes à chaque date de clôture. Les techniques d'évaluation utilisées pour les instruments financiers non standardisés, comme les options et les autres dérivés négociés hors bourse, sont les suivantes : la comparaison avec des opérations récentes conclues dans des conditions de concurrence normale, la comparaison avec d'autres instruments très similaires, l'analyse des flux de trésorerie actualisés, les modèles d'évaluation des options et d'autres techniques d'évaluation couramment utilisées par les intervenants du marché en maximisant l'utilisation des données de marché et en s'appuyant le moins possible sur des données propres à l'entité. Les actifs financiers classés au niveau 2 représentent environ 6,7 % du total des actifs financiers.

Instruments financiers classés au niveau 3

L'évaluation des placements de niveau 3 se fonde sur des données non observables importantes, car ces placements ne se négocient qu'occasionnellement. Les instruments classés au niveau 3 comprennent principalement les placements en actions non cotées et les placements immobiliers. Puisqu'il n'y a pas de cours observables disponibles pour ces instruments, la société recourt à des techniques d'évaluation pour établir leur juste valeur. Les actifs financiers classés au niveau 3 représentent environ 6,3 % de la juste valeur totale des actifs financiers.

Les évaluations classées au niveau 3 sont examinées par le chef des finances de la société, qui rend compte directement au conseil chaque trimestre, selon les dates d'établissement des rapports de la société. Sur une base annuelle, à l'approche de la clôture de l'exercice, la société obtient des évaluations de tiers indépendants pour déterminer la juste valeur des placements les plus importants classés au niveau 3. Les évaluations annuelles des placements importants classés au niveau 3 sont effectuées par des tiers.

Le chef des finances de la société examine les résultats des évaluations indépendantes. L'examen vise principalement à déterminer si le modèle d'évaluation utilisé est approprié, si les hypothèses posées sont compatibles avec la nature du placement et si les conditions du marché et les données utilisées telles que les flux de trésorerie et les taux d'actualisation sont raisonnables.

Au 30 septembre 2022, les instruments classés au niveau 3 sont issus de diverses entités et de divers secteurs d'activité. Les placements immobiliers comprennent les placements dans des sociétés immobilières fermées, dans des FPI et dans des sociétés en commandite. Pour les principaux instruments classés au niveau 3, la société s'appuie sur les évaluations de tiers indépendants ou des transactions récentes. Il n'existait pas de marché établi pour ces placements, le scénario le plus vraisemblable est donc la cession des actifs sous-jacents. En ce qui a trait aux placements dans les fiducies de placement immobilier et les sociétés en commandite, la société s'appuie principalement sur les états financiers audités qui évaluent les actifs à la juste valeur. Le scénario de sortie le plus probable est la vente des immeubles sous-jacents et les distributions subséquentes aux porteurs.

Passif au titre des parts rachetables

Le passif au titre des parts rachetables correspond aux parts dans Senvest Master Fund, L.P., Senvest Technology Partners Master Fund, L.P. et Senvest Cyprus Recovery Investment Partners, L.P. Fund (collectivement, les « fonds » ou, individuellement, un « fonds ») qui ne sont pas détenues par la société. Les parts de Senvest Master Fund, L.P. et de Senvest Technology Partners Master Fund, L.P. peuvent être rachetées à la fin de tout trimestre civil. Pour une certaine catégorie, toutefois, un nombre de rachats trimestriels maximal correspondant à 17 % des parts et un nombre de rachats annuels maximal correspondant à 34 % des parts s'appliquent. Les rachats effectués au cours des 24 premiers mois sont assujettis à des frais de rachat de 3 % à 5 % payables à Senvest Master Fund, L.P. et à Senvest Technology Partners Master Fund, L.P. En outre, un préavis de 60 jours doit être donné avant tout rachat. Senvest Cyprus Recovery Investment Partners, L.P. Fund a des parts qui peuvent être rachetées deux fois par année moyennant un préavis de 120 jours. Ces parts sont comptabilisées initialement à la juste valeur, déduction faite des coûts de transactions, s'il y a lieu, et sont évaluées ultérieurement au prix de rachat.

Les parts rachetables sont émises et rachetées au gré du porteur à des prix fondés sur la valeur liquidative par part de chaque fonds au moment de la souscription ou du rachat. La valeur liquidative par part de chaque fonds est calculée en divisant l'actif net attribuable aux porteurs de chaque catégorie de parts rachetables par le nombre total de parts rachetables en circulation pour la catégorie en question. Conformément aux dispositions des documents de placement des fonds, les positions sont évaluées au cours de clôture aux fins de la détermination de la valeur liquidative par part pour les souscriptions et les rachats.

Impôt sur le résultat

La société est assujettie à l'impôt sur le résultat dans de nombreux pays. Une part significative de jugement est requise pour déterminer le montant des charges d'impôt à l'échelle mondiale. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs est incertaine. La société comptabilise des passifs pour les éventuelles questions découlant du contrôle fiscal, selon les estimations des impôts additionnels à payer. Lorsque le règlement définitif d'un enjeu fiscal donne lieu à un montant d'impôt différent de la charge d'impôt comptabilisée initialement, l'écart se répercute sur les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé de la période du règlement définitif.

RÉSULTATS TRIMESTRIELS

(en milliers de dollars, sauf le résultat par action)

Période	Total des revenus et des gains (pertes) de placement	Résultat net – actionnaires ordinaires	Résultat par action
2022-3	(265 349)	(118 477)	(47,72)
2022-2	(956 862)	(356 091)	(142,71)
2022-1	24 201	(5 310)	(2,13)
2021-4	232 882	58 954	24,03
2021-3	(76 453)	(51 179)	(19,27)
2021-2	440 016	150 715	60,29
2021-1	1 885 731	574 498	224,27
2020-4	1 172 742	363 574	138,36

La société a connu des fluctuations marquées de sa rentabilité d'un trimestre à l'autre pour les deux derniers exercices, comme l'illustre le tableau qui précède. Les bénéfices ont sensiblement varié d'un trimestre à l'autre. Ces fortes fluctuations sont principalement attribuables aux ajustements importants à la valeur de marché apportés trimestriellement au portefeuille de titres de sociétés ouvertes de la société. Nous prévoyons cependant que la volatilité et l'agitation des marchés se traduiront par de fortes variations des bénéfices d'un trimestre et d'un exercice à l'autre. Se reporter à la rubrique « Risques liés aux placements » plus haut.

La société détient des comptes auprès de plusieurs institutions financières importantes aux États-Unis, qui sont ses courtiers primaires, et auxquelles elle cède certains actifs en nantissement de sa dette. Bien que ces dernières soient des institutions financières importantes, rien ne garantit qu'une institution financière, quelle qu'elle soit, pourra satisfaire à ses obligations. En outre, la société pourrait se heurter à des contraintes d'échéancier ou d'ordre pratique au moment de faire valoir ses droits en cas d'insolvabilité.

La *Bankruptcy Code* et la *Securities Investor Protection Act* des États-Unis visent à protéger les actifs d'un client en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite d'un courtier, mais rien ne garantit que la société ne subirait aucune perte advenant la défaillance d'un courtier qui détient ses actifs en garantie, étant donné qu'elle n'aurait pas accès à ses actifs durant un certain temps ou pourrait ne les recouvrer que partiellement. Comme la plupart des actifs nantis de la société sont confiés à trois courtiers primaires, ces pertes éventuelles pourraient être importantes.

Le 16 août 2022, Senvest a entrepris, dans le cours normal des activités, une nouvelle offre publique de rachat visant jusqu'à 100 000 de ses propres actions ordinaires avant le 15 août 2023. Depuis le début de 2022, la société a racheté 38 000 actions, aux termes de l'offre précédente et de la nouvelle offre. Le nombre d'actions ordinaires en circulation s'établissait à 2 483 524 au 30 septembre 2022 et à 2 483 524 au 9 novembre 2022. Aucune option sur actions n'était en cours au 30 septembre 2022 et aucune option sur actions n'a été émise depuis 2005.

La société a obtenu auprès d'une banque un financement constitué d'une facilité de crédit et d'une facilité garantie. Une hypothèque mobilière de premier rang d'un montant de 30 M\$ grevant la totalité de ses actifs a été cédée en nantissement des deux facilités. Aux termes des facilités, la société est tenue de se conformer à certaines clauses financières restrictives. Toutes ces clauses ont été respectées pendant la période. La société a également des comptes sur marge auprès de courtiers.

Transactions entre parties liées

La société consolide Senvest Management LLC, entité qui agit à titre de gestionnaire de portefeuille pour le compte de Senvest Partners et de Senvest Technology Partners, ainsi que pour les commandités des fonds. La part des rendements résiduels prévus des entités structurées qui ne revient pas à la société est présentée à l'état de la situation financière à titre de participation ne donnant pas le contrôle. Cette participation ne donnant pas le contrôle est détenue par un dirigeant de la société et totalisait 11 M\$ au 30 septembre 2022 et au 31 décembre 2021.

Placements importants en actions

Pour obtenir le sommaire de l'information financière de certaines entités détenues importantes, voir les états financiers audités de 2021. Les comptes de Senvest Partners, de Senvest Technology Partners et de Senvest Cyprus Recovery Investment Fund sont consolidés avec les comptes de la société.

Événements géopolitiques

La récente invasion de l'Ukraine par la Russie et les sanctions économiques imposées par les pays occidentaux suscitent des préoccupations sur les marchés des capitaux. Les effets de cette guerre sur la valeur des actifs financiers de la société sont difficiles à prévoir. Bien que ce conflit augmente le risque de récession, les pressions inflationnistes sont aussi en hausse. Toutefois, comme la société ne détient aucun actif en Ukraine, en Russie ou au Bélarus, l'ampleur des variations possibles de la valeur de ses actifs financiers devrait être peu significative.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport de gestion contient des « énoncés prospectifs » qui reflètent les attentes actuelles de la direction concernant la croissance, les résultats opérationnels, la performance ainsi que les perspectives et les possibilités commerciales futurs. Dans la mesure du possible, des termes tels que « pouvoir », « ferait », « pourrait », « fera », « prévoir », « estimer que », « planifier », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer », « viser », « s'efforcer de », « projeter », « continuer » et d'autres expressions similaires sont utilisés pour identifier ces énoncés prospectifs. Ces énoncés reflètent nos opinions actuelles concernant des événements futurs et sont fondés sur l'information dont nous disposons actuellement. Les énoncés prospectifs impliquent des risques importants connus et inconnus, des incertitudes et des hypothèses. De nombreux facteurs pourraient faire en sorte que nos résultats, notre performance ou nos réalisations réels diffèrent considérablement des résultats, de la performance ou des réalisations futurs exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés prospectifs, y compris, sans s'y limiter, les facteurs de risque énumérés dans la notice annuelle de la société. Si un ou plusieurs de ces risques ou incertitudes devaient se réaliser ou si les hypothèses sous-jacentes aux énoncés prospectifs se révélaient inexactes, les résultats, la performance ou les réalisations réels pourraient différer considérablement de ceux exprimés ou sous-entendus dans les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion. Ces énoncés prospectifs sont faits en date du 11 novembre 2022 et ne seront pas mis à jour ni révisés, sauf si la réglementation sur les valeurs mobilières applicable l'exige.

AUTRES INFORMATIONS FINANCIÈRES

Des informations financières supplémentaires sur la société se trouvent sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com et sur le site Web de la société à l'adresse www.senvest.com, ainsi que dans les documents déposés par la société (ou Senvest Management) auprès de la SEC aux termes de l'article 13 aux États-Unis et d'autres documents qui se trouvent sur le site www.sec.gov.

CONTRÔLE INTERNE

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, il n'y a pas eu de changements dans notre contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

(signé)

Victor Mashaal

Le président du conseil et président de la société

Le 11 novembre 2022

(Le rapport de gestion présente une revue des activités, de la performance et de la situation financière de Senvest Capital Inc. pour la période close le 30 septembre 2022 et doit être lu en parallèle avec les documents annuels de 2021. Le lecteur est aussi invité à consulter le site Web de SEDAR à l'adresse www.sedar.com pour un complément d'information. Le présent rapport de gestion renferme des énoncés prospectifs concernant la société. De par leur nature, ces énoncés comportent des risques et des incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des résultats qui y sont formulés. À notre avis, les hypothèses sur lesquelles reposent ces énoncés prospectifs sont raisonnables. Néanmoins, le lecteur ne doit pas s'y fier outre mesure, étant donné que les hypothèses relatives à des événements futurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté, pourraient se révéler erronées.)